

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 08/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUNLOPILLO

Zone Industrielle Garaoutou
Route de Belpéch
09270 Mazères

Code AIOT : 0006503344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2023 dans l'établissement DUNLOPILLO implanté ALLEE DES MARRONNIERS 78200 Mantes-la-Jolie. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUNLOPILLO
- ALLEE DES MARRONNIERS 78200 Mantes-la-Jolie
- Code AIOT : 0006503344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DUNLOPILLO a exploité de 1951 à 2021, sur la commune de Mantes la Jolie, une usine de fabrication d'articles en latex et en mousse polyuréthane alvéolaire, en particulier pour la literie (matelas et sommiers).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Usage futur	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R. 512-39-2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-39-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a constaté que la mise en sécurité du site n'est pas achevée. De nombreux déchets sont encore présents sur site, présentant des risques d'incendie ou de déversement de produits chimiques dans l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Notification de cessation d'activité
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : <p>L'exploitant a notifié au Préfet son intention de cesser totalement son activité par courrier en date du 27 mai 2021. Ce courrier mentionnait l'absence de personnel et d'activité industrielle sur site, la surveillance du site 24H/24 par une société spécialisée et une interdiction d'accès au site aux personnes non habilitées. Cependant, il ne comportait pas l'ensemble des mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité complète du site au regard des risques associés aux activités qui y avaient été exercées.</p> <p>Par la suite, l'exploitant a fourni un dossier de libération partielle des terrains (réf : 704543-R4 – septembre 2021) et un plan de gestion intermédiaire (réf : 704543-R10 (01) – mars 2022) réalisés par RSK Environnement afin d'utiliser une partie du site correspondant à un ancien stockage de matelas et à des bâtiments administratifs pour une activité de restauration de statues monumentales avec accès au public. L'Inspection des installations classées a pris acte de la mise en sécurité de cette partie du site par rapport daté du 29 juillet 2022.</p> <p>Par courriel du 15/09/2023, l'exploitant a transmis le récapitulatif des actions mises en œuvre pour la mise en sécurité du reste du site : site clôturé et gardienné jour et nuit, évacuation du TDI/MDI présent sur site, rassemblement et stockage des produits chimiques sur rétention dans des lieux sécurisés. Il a indiqué que subsistaient sur site lesdits produits chimiques et des matériaux inflammables (matelas, archives), mais aucune information n'a été fournie concernant :</p> <ul style="list-style-type: none">- la maîtrise du risque incendie associé à ces stockages et la suppression des risques d'incendie ou d'explosion (coupure gaz, électricité...) ;- le calendrier d'évacuation des déchets encore présents sur site. <p>Par ailleurs, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement est actuellement réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du février 2013. Elle se poursuivra a minima jusqu'à la finalisation de la réhabilitation du site. Lors de la visite, l'équipe d'inspection a constaté que les piézomètres étaient cadencés et correctement entretenus.</p> <p>Non-conformité NC-20231002-01 : L'Inspection des installations classées ne dispose pas, à ce jour, d'information concernant l'ensemble des mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité de du site dans son intégralité, ni d'un calendrier de mise en œuvre de ces mesures. L'exploitant fournit, dans un délai d'un mois, la liste de ces mesures et le calendrier associé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'équipe d'inspection a constaté sur la zone dont la mise en sécurité a été actée et qui a été rendue accessible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Que seul le bâtiment 76 est occupé par l'activité de restauration des statues ; - Que le bâtiment 72 est vide ; - Que les anciens bâtiments administratifs (56, 70, 73, 75) présentent des risques pour le public (sol présentant des trous et un risque d'effondrement, vitres brisées). Les bâtiments ne sont pas verrouillés en permanence, les portes étaient ouvertes. <p>Concernant la partie du site non accessible au public, l'équipe d'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La présence de nombreux matelas empilés dans les bâtiments 60 et 3/3a/3b), ceux-ci ayant été déplacés des bâtiments les plus proches des habitations (1, 53 et 58). L'exploitant a indiqué souhaiter s'en débarrasser, ceux-ci prenant donc le statut de déchets. Cependant, il a indiqué qu'il n'était pas possible de les évacuer tant que les bâtiments n'étaient pas démolis, ceux-ci étant trop instables suite à l'incendie de 2012 pour qu'il soit envisageable d'y entrer ; - Que le bâtiment 60b, incendié en 2012, menace de s'écrouler. Il a donc été grillagé pour empêcher l'accès ; - La présence d'une pompe entre les bâtiments 60b et 61 qui ne semble pas avoir été mise hors d'usage ; - La présence de déchets non dangereux sur le sol extérieur (sacs, bâches, palettes, big bags vides) ; - Des signes d'intrusion dans le bâtiment 61 (matelas isolés posés par terre, magazines, indices de brûlage dans des fûts métalliques) ; - La présence de matériaux inflammables dans le bâtiment 13 (cartons, palettes) ; - La présence d'un fût en plastique devant le réfectoire (bâtiment 5a) présentant des traces d'inflammation (produit semblant avoir coulé, voire fondu le long du fût, traces noires sur le sol) ; - Que le local mousse, où étaient stockés des matelas, (bâtiment 16) est désormais vide ; - La présence de produits chimiques dans le bâtiment 51, certains sur rétention (Entre autre : Triéthylène diamine, Tin bis(2-éthylhexanoate), Tin-(II)-isooctate, mélanges d'amines, diethanolamine), d'autres non (démoulant pour polyuréthane). L'équipe d'inspection a noté la présence d'odeurs ; - La présence, dans les bâtiments 2, 3a et 52, de cuves de TDI vidées et découpées et de plusieurs cuves de polyols pleines ; - La présence d'une cuve de soude caustique encore en place dans le bâtiment 21, dont le contenu restant n'a pu être déterminé ; - La présence de produits chimiques et d'aérosols dans le bâtiment 74 dont seule une partie est sur rétention. De nombreux produits chimiques en fûts ou en petit conditionnement sont uniquement sur palettes (white spirit, méthanol...) ; les odeurs sont très fortes et incommodantes. - La présence de stockages de polyols et d'huiles sur rétention dans le bâtiment 3a-9 - La présence de grandes cuves extérieures sur rétention derrière le bâtiment 76 : l'une contenant

de l'eau, la seconde des lessiviels et la troisième du fioul.

Sur l'ensemble du site, les RIA (robinets d'incendie armés) semblent hors d'usage. De nombreux extincteurs sont présents sur site, à l'intérieur et à l'extérieur, parfois empilés les uns sur les autres. Il n'est pas possible de distinguer ceux qui sont en état de marche. Par ailleurs, la dernière date de vérification remonte à 2017 ou 2019 selon les appareils contrôlés par sondage sur site.

Des tas de gravats ont été disposés par endroits en limite de site. L'exploitant a indiqué qu'ils avaient vocation à renforcer l'impossibilité d'intrusion sur le site.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'alimentation du site en gaz et en électricité a été coupée en 2020 et être dans l'attente de documents d'ENEDIS attestant de cette coupure. Il a également indiqué qu'aucun système d'alerte interne incendie ne subsiste étant donné l'absence d'alimentation en électricité. Il a par ailleurs indiqué que le site ne comportait pas de transformateur aux PCB.

À noter qu'à ce stade, l'usage futur du site n'a pas encore été déterminé.

Non-conformité NC-20231002-02 : L'équipe d'inspection a constaté qu'il subsiste de nombreuses sources de danger potentielles sur le site et que les bâtiments ayant été directement exposés à l'incendie de 2012 présentent un affaissement important. En cas d'incident ou d'accident, l'alerte repose entièrement sur le gardien, présent en permanence. Le fonctionnement des moyens de première intervention (extincteurs exclusivement) n'est pas garanti et ceux-ci ne sont pas facilement accessibles. L'électricité étant coupée, il n'est pas possible de sécuriser davantage le site par d'autres moyens d'alerte ou d'extinction incendie. L'exploitant finalise la mise en sécurité du site dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R. 512-39-2

Thème(s) : Situation administrative, Usage futur

Prescription contrôlée :

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou

les types d'usage futur du site.

III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.

V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

Constats : Lors de la visite, l'équipe d'inspection a demandé à l'exploitant si les consultations concernant l'usage futur du site avaient été menées, suite à la demande formulée dans le rapport de l'Inspection des installations classées du 29 juillet 2022. L'exploitant a indiqué que celles-ci n'avaient pas pu être réalisées, le projet n'étant pas encore fixé.

Non-conformité NC-20231002-03 : L'exploitant n'a pas réalisé les consultations requises par le Code de l'Environnement au moment de la notification de cessation d'activité. Cette dernière datant du 27 mai 2021, l'Inspection des installations classées estime qu'un usage donné devrait aujourd'hui pouvoir être fixé afin de faire avancer la dépollution du site. L'exploitant réalise les consultations mentionnées au II de l'article R. 512-39-2 du Code de l'Environnement dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport. Il transmet au Préfet, dans un délai de trois mois à compter de la date de consultation, la réponse du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et du propriétaire du terrain.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-39-3

Thème(s) : Risques chroniques, Mémoire de réhabilitation

Prescription contrôlée :

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'équipe d'inspection que l'usage futur du site n'était pas encore fixé, et donc que les consultations mentionnées à l'article R. 512-39-2 n'avaient pu être menées à ce stade. L'Inspection des installations classées n'a donc, à ce jour, pas reçu le mémoire de réhabilitation relatif au site.

Observation : Comme le prévoit l'article R. 512-39-3 et compte tenu des délais fixés par le présent rapport pour la réalisation des différentes étapes de la cessation d'activité, le délai de remise du mémoire de réhabilitation est fixé à un an à compter de la notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet